Récépissé N°00000011/RDA/J06/SAAJP/BAPP du 29 MAI 2023

lavoixdesentreprises@gmail.com

LA VOIX DES ENTREPRISES

N° 028 du Mercredi 22 Novembre 2023 - TEL: (+237) 674114156 - DP: Raphael Mforlem

PERFORMANCE

Access Bank Cameroon Records Hikes

PAGE 5

Photo d'archives 1er édition

L'ECONOMIE BUSINESS AWARDS 2023

Les innovations de l'Acte 2 dévoilées

Annoncé pour le 29 novembre 2023, L'Economie Media Group a récemment dévoilé la plus-value de cette édition. Une cérémonie dont l'objectif vise à récompenser les entreprises qui se sont distinguées dans une quinzaine de secteurs d'activités le long de l'année.

Page 6

FER D'AKOM

L'exportation de 200 millions de tonnes annoncée pour 2024

PAGE 2

DANPULLO/ MTN CASE

Afriland First Bank Under Penalty of 50 million FCFA per day

PAGE 4

ÉLECTRIFICATION RURALE

L'expertise de Huawei Technologies mise en exergue

PAGE 7

INDUSTRIALISATION DE L'AFRIQUE

C'est au cours de la Conférence économique africaine, que les délégués ont émis cet appel dans le but de faire progresser l'industrialisation, en adoptant de nouvelles politiques visant à promouvoir l'amélioration de la productivité et à exploiter le potentiel d'une population jeune en pleine croissance.

Un plaidoyer pour plus de volonté politique

Organisée par la Banque africaine de développement, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et le Programme des Nations unies pour le développement, les 16, 17 et 18 novembre 2023, à Addis-Abeba en Ethiopie, sous le thème « Les impératifs du développement industriel durable en Afrique ». La 18e édition de la Conférence économique africaine, a réuni des experts, le secteur privé, des chercheurs et des jeunes pour discuter des défis et des perspectives de l'industrialisation en Afrique.

Dans son discours de bienvenue, la présidente éthiopienne Sahle-Work Zewde, a souligné l'importance de l'industrialisation comme moteur essentiel d'une croissance économique inclusive. « La nécessité de changer le discours sur l'industrialisation de l'Afrique pour un développement industriel inclusif et durable est devenue plus impérative ; les pays africains doivent construire un secteur industriel robuste capable de résister aux chocs extérieurs », a-t-elle déclaré aux participants. En outre, Sahle-Work a mis l'accent sur le fait que les politiques industrielles qui devraient se concentrer sur le soutien au développement industriel national et sur la promotion de l'amélioration de la productivité et de la compétitivité.

En effet, l'Afrique abrite certaines des économies mondiales à forte croissance et dispose d'un capital humain attrayant, dominé par une population jeune comparativement aux populations vieillissantes d'autres régions, et est donc considérée comme le futur marché frontière de la main-d'œuvre. Malgré cela, le rythme de l'industrialisation et de la transformation économique en Afrique reste lent par rapport à d'autres régions.

Claver Gatete, SGA des Nations unies et secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), a appelé la conférence à explorer les politiques et les capacités institutionnelles nécessaires à une industrialisation durable, un développement inclusif et une transformation structurelle. « Cela nous aidera à reconstruire et à sortir plus forts des crises », a-t-il déclaré. Pour ce dernier, la mise en œuvre Zlecaf est également cruciale. La CEA est résolue à soutenir les pays et les communautés économiques régionales dans l'élaboration de stratégies de mise en œuvre nationales et régionales afin de les aider à intégrer l'accord de la Zlecaf, a indiqué Claver Gatete.

Conférence Economique Africaine (AEC) 2023.

Kevin Urama, économiste en chef et vice-président de la BAD, a exhorté les pays africains à penser différemment et à mettre en œuvre des politiques de transformation qui accélèrent la capacité de production locale et encouragent la consommation de produits fabriqués localement. Dans le but d'accélérer l'industrialisation et la transformation structurelle en Afrique Kevin Urama, a émis des propositions, dont la mise en œuvre d'une politique industrielle stratégique qui encourage la production et la consommation locale, ainsi que le développement des chaînes de valeur nationales et régionales. La BAD, en collaboration avec ses partenaires, est résolue à soutenir le processus d'industrialisation et de transformation économique de l'Afrique par le biais de sa priorité « High 5 », « industrialiser l'Afrique.

Matthias Naab, directeur du Centre de services pour la région Afrique du Programme des Nations unies pour le développement, a exhorté à la promotion de partenariats publics-privés mutuellement bénéfiques engagés dans l'industrie manufacturée. Quant à Fatou Haidara, DGA de l'Onudi, elle a cité la jeunesse africaine, le dynamisme des petites et moyennes entreprises, le potentiel des énergies renouvelables et l'abondance des ressources naturelles comme des facteurs potentiels de réussite pour le continent.

Raphael Mforlem

FER D'AKOM

L'entreprise G-stones l'a fait savoir lors de la réunion d'évaluation présidée par Fuh Calistus Gentry, Ministre des Mines de l'Industrie et du Développement technologique (Minmid), par intérim, le 15 novembre dernier.

L'exportation de 200 millions de tonnes annoncée pour 2024

La compagnie minière G-Stones, filiale du conglomérat camerounais Bocom, projette d'exporter le concentré de fer de son gisement de Bipindi-Grand Zambi à partir de décembre 2024, à en croire les informations issues d'une réunion d'évaluation que vient de présider le ministre des Mines par intérim, Fuh Calistus Gentry. « Les projets ont effectivement démarré avec 200 millions de tonnes de concentrés qui vont être exportés en décembre 2024 et ça va terminer avec 10 millions de tonnes de fer », annonce le membre du gouvernement.

Ce volume pourra effectivement évoluer en fonction de la demande du marché international, si l'on s'en tient aux déclarations du chef de projet en octobre dernier lors de la réception du matériel d'exploitation. « Nous pourrons multiplier les lignes de production en fonction de la demande du marché. Il s'agira d'abord de faire des opérations minières proprement dites, de dynamitage, de mise en production des gravas et de transports vers les unités de broyage. Outre le concentré de fer qui est destiné au marché international ».

Rendu à ce jour, Fuh Calistus Gentry, se satisfait « des progrès qu'il a constatés sur le site de grand zambi ». Il a d'ailleurs « confirmé le démarrage effectif de la mine par des travaux en cours sur le site notamment l'assemblage de la broyeuse multifonctionnelle, des travaux de construction de la route et de la mise sur pied d'une centrale de 25 mégawatts en cours », précise le ministère.

L'annonce de l'entreprise intervient au moment où le pays, veut mieux tirer profit du secteur minier, le gouvernement vient de soumettre à cet effet un projet de loi portant Code minier. Ce projet de loi vise à favoriser, à encourager, à promouvoir les investissements dans le secteur minier et à contribuer au développement économique et social du pays.

Fru Calstus Gentry, Ministre des mines de l'industrie et du développement technologique (Minmid) en pourparlers avec les responsables de la société G-Stones, sur le terrain.

Rappelons que sur un plan régional, les prix des minéraux et matériaux sont sur une courbe haussière. Au cours du 3e trimestre 2023, les cours mondiaux des minerais et métaux exportés par les pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée-Équatoriale) ont connu une augmentation de 2 % en glissement trimestriel. Selon l'Indice composite des prix des produits de base (Icppb) publié par la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac). « Cette variation positive est attribuée principalement à la hausse des prix sur les marchés du fer (+2,9 % contre -11,2 % au trimestre passé) ».

Amina Malloum,
Source : EcoMatin

PAD AWARDS 3E ÉDITION

La prestigieuse distinction a été décernée au président de la République, S.E. Paul Biya, lors de la soirée de gala organisée par le Port Autonome de Douala (PAD), dans le cadre de la 3e édition des PAD Awards qui ont eu lieu le 9 novembre dernier à Douala.

Paul Biya, Prix Spécial du Jury

Le prix Spécial du Jury, attribué au président de la République lors de la 3e édition des PAD Awards, est une distinction qui salue l'engagement de tous les instants du chef de l'Etat S.E. Paul Biya, dans la transformation profonde et visible du combinat portuaire de Douala-Bonabéri. Au cours de la cérémonie organisée le 9 novembre 2023, Cyrus Ngo'o, Directeur général du Port Autonome de Douala (PAD), a tenu à le souligner, dans son discours de circonstance.

« Comme vous le savez, depuis 7 ans, le gouvernement de la République a assigné au PAD une feuille de route claire, elle-même issue du discours de campagne prononcé ici même à Douala, le 6 octobre 2011, par le Président Paul Biya, alors candidat à l'élection présidentielle de cette année-là. Dans son discours-programme, il s'était alors engagé, devant le peuple camerounais, à faire du combinat portuaire de Douala-Bonabéri, un Port qui est, je cite : ''la Référence dans le Golfe de Guinée'' ». Le Directeur Général a profité de cette occasion pour présenter les grandes réalisations mises en œuvre, en droite ligne d'avec la promesse présidentielle.

Pour cette 3e édition des PAD Awards, trente-huit (38) autres prix ont été décernés dans différentes catégories, dont 28 prix aux clients et partenaires du Port de Douala-Bonabéri, soit : 5 prix dans la catégorie « Prestation navires » ; 11 prix dans la catégorie « Prestation marchandise » ; 2 prix dans la catégorie « Acconage manutention » ; 2 prix dans la catégorie « Concessions d'activités » ; 4 prix dans la catégorie « Amodiation » ; et 4 prix dans la catégorie « Prestations diverses ».

Remise des prix lors des Awards du Port Autonome de Douala (PAD)..

Dans la même mouvance, 4 prix ont été décernés aux clients et aux partenaires du Port de Limbe dans 3 catégories, soit : 2 prix dans la catégorie « Prestation navire » ; 1 prix dans la catégorie « Prestation marchandise » ; et 1 prix dans la catégorie « Amodiation ».

Les pays de l'Hinterland dont le Tchad, Centrafrique et Nord Congo, n'ont pas été en reste. Ils ont reçu 4 prix. Le jury a aussi récompensé la meilleure banque partenaire du PAD et décerné 1 prix RSE.

Pour apporter plus de détails quant à l'organisation des PAD Awards, Cyrus Ngo'o, DG du PAD, a expliqué que : « La cérémonie annuelle des PAD Awards a été créée pour célébrer ceux qui, parmi les clients et partenaires du Port Autonome de Douala, se sont distingués au cours de l'année de référence. C'est un moment de communion pour l'ensemble de la Communauté portuaire de Douala, qui regroupe tous ceux qui interagissent avec le PAD dans le cadre de leurs procédures et de leurs opérations logistiques sur la plateforme du Port de Douala-Bonabéri ».

Cette prestigieuse cérémonie qu'a abritée l'Hôtel La Falaise de Douala, a connu la présence des hautes autorités de la région du Littoral à l'instar du gouverneur, dont la présence n'a jamais fait défaut à chaque fois qu'il a été invité, de plusieurs directeurs généraux et chefs d'entreprises partenaires et des clients du PAD, ainsi que des personnalités diverses. Via leur présence, comme chaque année, les PAD Awards sont aujourd'hui, un pôle de référence dans l'écosystème économique de Douala en particulier et du Cameroun en général.

Raphael Mforlem

AFIS 2023

C'est au cours de l'Africa Financial Industry Summit (AFIS), que l'entreprise Yellow Card, de la Camerounaise Carine Dikambi, a été couronnée 1re société du secteur de la cryptomonnaie en Afrique, le 15 novembre 2023.

Yellow Card, Prix de l'Innovation du secteur financier Africain

La plateforme panafricaine d'échange de crypto-monnaie, Yellow Card, a remporté ce 15 novembre le prix « Disrupter of the year », lors d'un dîner de gala offert dans le cadre de l'Africa Financial Industry Summit (AFIS) 2023, à Lomé, au Togo. Ce prix a vocation à récompenser une jeune entreprise innovante du secteur financier, dont les activités ont considérablement impacté le marché au cours de l'année.

Yellow Card, dont le siège est basé au Nigeria, est devenue la première société de crypto-monnaie en Afrique à remporter un prix conventionnel du secteur financier, ce qui signale une acceptation croissante des actifs numériques non-conventionnels sur le continent. Entre 2019 et 2022, cet opérateur, qui est présent dans 20 pays africains, avait levé un total de 56,5 millions de dollars à l'occasion de cinq tours de table, pour poursuivre son expansion sur le continent, développer de nouveaux produits et faire progresser les partenariats stratégiques en Afrique. Elle succède à Jumo qui avait remporté ce prix en 2022.

Cette distinction a surtout permis de braquer les projecteurs sur la nouvelle directrice des opérations de Yellow Card, la Camerounaise Carine Dikambi. Passionnée de la finance numérique et de la blockchain, l'ancienne Directrice Afrique francophone de Binance qualifie de stratégique le déploiement de Yellow Card dans l'écosystème financier africain.

« Cette participation nous a permis de mettre en lumière nos dernières innovations et de partager notre vision pour l'avenir de la finance numérique en Afrique. C'était également une occasion unique de rencontrer des partenaires potentiels et de renforcer nos relations existantes dans le secteur. De plus, avec notre récente reconnaissance en tant que Disrupteur de l'Année aux AFIS 2023, notre présence au sommet a été encore plus significative. Cette distinction reçue hier valide nos efforts continus pour révolutionner le paysage financier et souligne notre engagement envers la création de solutions innovantes adaptées aux besoins uniques du marché africain, » s'est-elle confiée à EcoMatin.

Carine Dikambi, reçoit le prix de l'innovation du secteur financier en Afrique, lors de l'AFIS 2023.

Plateforme d'échange avec les acteurs clé de la finance en Afrique, l'AFIS est devenu l'événement de référence de l'industrie financière africaine. Une opportunité essentielle pour une entreprise innovante comme Yellow Card. « Ce sommet est avant tout une source d'inspiration et un catalyseur pour de nouvelles collaborations. Je suis convaincue que les interactions et les discussions au sein de cet événement contribueront à façonner l'avenir de la finance en Afrique, un avenir où Yellow Card jouera un rôle clé dans le développement de solutions financières accessibles et inclusives pour tous », conclut la Directrice des Opérations chez Yellow Card.

René Ombala,
Source : EcoMatin

DANPULLO/ MTN CASE

In a decision rendered this November 16, 2023, the Douala Court of First Instance sanctions Afriland First Bank to the cantonment of the sums housed in the "pool account", under penalty payments of 50 million FCFA per day. This is the new twist in the case that opposes the MTN Cameroon (mobile network operator) to the Cameroonian Businessman, Baba Ahmadou Danpullo.

Afriland First Bank Under Penalty of 50 million FCFA per day

In fact, Afriland First Bank explains its refusal to confine by the Cemac Regulation on electronic money which enshrines the elusive nature of 126.6 billion FCFA, housed in a "pool account". In financial jargon, the "pool account" refers to a bank account in which the operations of Mobile Money customers are processed.

Following the decision of November 16, sources internal to Afriland First Bank announced their intention to appeal this decision which did not take into account that the seized funds do not belong to MTN Cameroon or Afriland First Bank.

For the moment, the Bank of Central African States (Beac) which supports the banking sector in the context of this case has also hired a lawyer to appeal this sanction against Afriland. But the judge indicated that the immunity enjoyed by the Central Bank must first be lifted so that it can appeal for decision annulment.

This decision is also the subject of dispute by the banking system supported by the Central Bank for which Article 52 of the Cobac regulations of December 21, 2018 stipulates that "the funds received by a payment institution from customers for the provision of payment services remain the property of the customers. They can only be used for the purpose of carrying out payment transactions. They are protected against any recourse by other creditors of the payment institution, including in the event of enforcement proceedings or collective proceedings to clear the liabilities opened against the institution".

friland First Bank Headquarters in Yaounde.

On June 19, 2020, Danpullo's real estate was seized and sold in South Africa by the First National Bank (FNB). According to this bank, the Cameroonian found himself in an insolvency situatio, allegations refuted by the businessman. As a countermeasure, Danpullo seizes the Cameroonian Justice and obtains from a judge, the seizure of the bank accounts of MTN, Broadband Telecom of Collins Mukete, Mobile Money Corporation and Chococam, in order to recover what he considers as "sums maliciously distracted" by his banker First National Bank. However, according to Danpullo's lawyers, it turns out that MTN Cameroon and Chococam are subsidiaries of the Public Investment Corporate Company (PIC), which is itself a shareholder of FirstRandBank.

Danpullo's losses to FirstRand Bank are estimated at 200 billion FCFA in South Africa. In addition to this sum, the Cameroonian billionaire demands the payment of 23.8 billion FCFA under "unduly collected rents (21.6 billion)" and "collection costs (2.2 billion)", as well as interest at the rate of 3.25 %. That is a total amount of 243 billion FCFA.

Sorelle Ninguem

PERFORMANCE

Access Bank Cameroon has demonstrated its resilience by recording a growth of 226 % in its deposits, an increase from 21.6 billion CFA francs in December 2022 to 72 billion CFA francs in October 2023. This is contained in the bank's monthly balance sheet for the month of October.

Access Bank Cameroon Records Hikes

Having started its activities on May 23, 2022, in Akwa, Access Bank Cameroon continue to invest to in order to expand within the country with the establishment of new branches.

The bank's expansion plan includes the creation of its second branch in Bonamoussadi in August and is about to launch a third branch in Yaoundé before the end of 2023. Also, Access Bank Plc and Standard Chartered Bank have concluded agreements for the acquisition of Standard Chartered's shares in its subsidiaries in Angola, Cameroon, The Gambia, Sierra Leone and in its retail and corporate banking activities in Tanzania.

Managing Director of Accès Bank Cameroon.

With the ongoing acquisition of Standard Chartered Bank (SCB) in Cameroon, Access Bank Plc is paving the way for an abundance of opportunities that will directly benefit its customers. While Access Bank has been present in Cameroon for more than a year, this acquisition marks an important milestone, as it adds to its already impressive network of subsidiaries in 14 African countries and its international presence in the United Kingdom, the United Arab Emirates, China, Lebanon, France and India.

This operation is decisive in the Bank's approach aimed at supporting financial inclusion and building a solid global franchise, focused on the role of bridge and support for investment and trade in Africa, on the one hand, and between Africa and the rest of the world, on the other hand. This dynamic ecosystem of local and international partnerships will allow the bank to offer its more than 60 million customers a transparent and efficient global payments and funds transfer service.

S. N

SUPPORT FOR AFRICAN SMES

The Africa Financial Industry Summit (Afis), pan-African banking group and African Guarantee Fund (AGF) a pan-African institution specializing in the granting of guarantees have signed an agreement of over 121 billion FCFA. The agreement signed on November 16 in Lomé aims at boosting Ecobank in order to strengthen its support for African SMEs.

Ecobank and AGF Conclude an Over 120 Billion FCFA Agreement

« Our strengthened partnership with African Guarantee Fund marks an important step in our commitment to support Small and Medium-sized Enterprises (SMEs) across Africa by offering them affordable financing. Through this partnership, we are taking bold steps to improve green finance and financing for women-led businesses. In doing so, we aim to eliminate the rigorous and restrictive guarantee requirements, which particularly hinder access to credit for women-oriented companies," said Jeremy Awori, Managing Director of the Ecobank Group.

This agreement strengthens the long date collaboration between Ecobank and AGF. In 2013, the two parties had signed a similar collaboration for seven countries with a total guaranteed portfolio of 50 million and in 2018, the scope of the guarantee expanded to cover 14 countries.

The new partnership now covers 27 countries within Ecobank's African network, offering 50 % coverage for eligible SMEs in all target markets. The countries covered are among others, Benin, Burkina Faso, Cameroon or Ivory Coast.

The partnership agreement concluded between Ecobank and AGF.

« The renewal of our partnership with the Ecobank Group, which now covers 27 countries, illustrates the importance of the risk-sharing mechanisms that banks should take advantage of to develop their SME portfolio. This partnership will mobilize nearly 600 billion FCFA in financing for SMEs, which are the real engines of growth in African economies », said Jules Ngankam, Managing Director of African Guarantee Fund Group.

Recall that Ecobank is the first pan-African banking group in the private sector, present in 35 countries in sub-Saharan Africa, in France, the United Kingdom, the United Arab Emirates and China.

Sorelle Ninguem

MOBILE MONEY SERVICE

Since October 2023, The Regionale Bank has added a Mobile Money service to its range of offers, called "Ananas Money". According to the prospectus produced by the credit institution, subscribers to this service have the possibility of carrying their bank account with them everywhere they go.

Regionale Bank Relaunches "Ananas Money"

After Sara Money from Afriland First Bank, M2U Money from UBA, Ananas Money has become the 3rd electronic money solution of a banking institution in Cameroon. This digital Banking service platform comes after its transition from microfinance to banking in September 2022.

This service offers the possibility to the bank's customers to carry out several transactions on their account from a mobile application created for this purpose.

These include, in particular, transfers from the La Régionale account to mobile (MTN Mobile Money and Orange Money) ; transfers from the La Régionale account to another bank, customer payment (i.e. paying bills in supermarkets) or merchant payment (to receive payments from customers holding La Régionale application). Users can also use the application to pay their bills online, recharge phone credit or even receive a money transfer directly from a money transfer company.

By launching this application, the bank materializes its digitization objective declined at the time of its public offer for the sale of shares in 2021. After the transition from microfinance to bank status, the Regional Bank wants to tackle market segments in which banks are not much present. In addition to digitalization, it also intends to act on the financing of Small and medium-sized local companies.

However, the company will have to be creative in this new segment to win market shares as it is becoming competitive with other mobile money telephone operators, approved as payment institutions in the Cemac zone. It is worth noting that Societe Generale, which launched its Yup mobile solution in Cameroon and in several African countries, had to close its shop in March 2022 due to low profitability. La Régionale Bank boasts of a network of 41 agencies in Cameroon and a subsidiary of four agencies in Gabon.

Headquarters of La Régionale Bank in Yaoundé.

SN

L'ECONOMIE BUSINESS AWARDS 2023

Annoncé pour le 29 novembre 2023, L'Economie Media Group a récemment dévoilé la plus-value de cette édition. Une cérémonie dont l'objectif est de récompenser les entreprises qui se sont distinguées dans une quinzaine de secteurs d'activités, le long de l'année.

Les innovations de l'Acte 2 dévoilées

Dans un peu plus d'une semaine, ce sera le grand jour. Comme la première édition, Douala accueille l'acte 2 de L'Economie Business Awards qui se tient le 29 novembre prochain à l'hôtel Best Western, dans la capitale économique du Cameroun. Avec pour cibles les secteurs publics et privés, les associations patronales ainsi que les partenaires au développement, l'événement se veut être une soirée de référence de récompense des entreprises.

Cette édition de L'Economie Business Awards arrive avec plusieurs innovations. Notamment, de nouveaux prix mis en jeu. Les différents prix sont classés par catégories. Ainsi, parmi les prix en compétition, on a les rubriques : Meilleure entreprise du secteur public ; Meilleure entreprise agro-industrielle ; Meilleure entreprise des télécommunications ; Meilleure entreprise du secteur bancaire ; Meilleure entreprise de l'industrie métallurgique ; Meilleure entreprise du secteur des microfinances ; Meilleure entreprise de distribution pétrolière ; Meilleure entreprise du secteur de la cimenterie ; Meilleure société de bourse ; Meilleure agence conseil en publicité ; Meilleure entreprise du secteur d'assurance non vie ; Meilleure entreprise du secteur d'assurance ; Meilleure société de gestion de portefeuille et le prix spécial du jury.

Les trois derniers prix à savoir « Le prix de l'entrepreneur camerounais de la diaspora » ; « Le Grand Prix de l'entreprise de l'année » ; et « Le prix de l'entrepreneur de l'année », sont comptés parmi les nouveautés de cette deuxième édition de l'Économie Business Awards.

Contrairement à la précédente édition, L'Economie Business Awards 2023 fait une fleur aux entrepreneurs camerounais tant de la diaspora que ceux qui se démarquent localement. Sur ce dernier point, L'Economie Media Group, organisateur, a dû mettre en compétition pour le prix « L'entrepreneur de l'année », 4 d'hommes et femmes d'affaires sur la longue liste que regorge le Cameroun. Entre autres, Albert Kouinche, PDG d'Express Union. Ce dernier veut se réinventer dans l'aquaculture. Il vient d'investir 10 milliards FCFA pour son entreprise Fish & Co, dont le début des activités est annoncé pour le premier trimestre 2024. Fish & Co va permettre à l'homme d'affaires de diversifier ses investissements. En effet, investi dans la microfinance avec Express Union, structure de transfert d'argent au Cameroun et dans la diaspora, ses activités subissent une rude concurrence avec l'arrivée du mobile money.

La liste est complétée par Jacqueline Dongmo. La femme d'affaires et entrepreneure camerounaise marque son empreinte dans la production et la distribution de boissons. Elle dirige le groupe Gracedom Invest et veut conquérir 30 % du marché des boissons gazeuses au Cameroun. Depuis le 13 avril 2023, la filiale de ce conglomérat, JD Distribution and Services Sarl, société camerounaise qui est impliquée dans la distribution, a été retenue pour être le nouvel importateur et distributeur des spiritueux de Diageo. Avant ce nouveau contrat, elle a noué un partenariat un an plus tôt (mai 2022) avec la firme américaine The Coca Cola Company, qui a fait d'elle l'embouteilleuse et la distributrice des produits Coca-Cola au Cameroun.

Remise d'un prix de L'Economie Business Awards 2023, édition 2022 (Image d'archives).

À côté, il y a Samuel Foyou, promoteur du premier hôtel 5 étoiles de la chaîne Krystal palace. Le natif de Batié, à l'Ouest du Cameroun a une nouvelle trouvaille, la finance. Après avoir obtenu l'accord de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac), l'entrepreneur camerounais, a récemment reçu le quitus du ministère des Finances pour exercer une activité bancaire au Cameroun, avec sa banque l'Africa Golden Bank. Parmi les nominés, il y a également Kate Fotso, « la dame de fer de l'or brun ». À côté de l'exportation du cacao avec Telcar cocoa dont elle est la dirigeante, elle lorgne à présent l'hôtellerie de luxe.

Source : L'Économie

RÉGIES À CONTENEURS ET REMORQUAGE

À en croire les informations parvenues à notre rédaction, ces ressources nouvellement mises à la disposition de ces deux filiales du PAD vont permettre de revoir à la hausse, leur capital social.

Le PAD injecte plus de 59 milliards de FCFA

C'est un avis de projet d'apport partiel d'actifs d'un montant global d'environ 59 milliards de FCFA au profit de deux de ses filiales à savoir, la Régie du terminal à conteneurs (RTC) et la Régie du remorquage (RDR) que vient de lancer Cyrus Ngo'o, Directeur général du Port Autonome de Douala (PAD).

De façon précise, il s'agit pour ce qui est de la Régie du terminal à conteneurs (RTC), d'un apport en actif d'une valeur de 55,45 milliards de FCFA et d'un passif pris en charge de 13,8 milliards de FCFA. En effet, il en ressort que l'actif qui sera mis à la disposition de la RTC par le Port Autonome de Douala est estimé à 41,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2022. Dans l'optique de rémunéré cet apport, l'on apprend que la Régie du terminal à conteneurs devra créer 4,15 millions de FCFA d'actions nouvelles de 10 000 FCFA chacune conformément au rapport du commissaire aux apports.

Au regard de ce qui précède, la RTC devra procéder à une augmentation de son capital social de 41,5 milliards de FCFA, pour le porter de 100 millions de FCFA à 41,6 milliards de FCFA. Sauf que pour que cela soit effectif, l'approbation de l'apport partiel d'actif par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du Port Autonome de Douala (PAD) et de la Régie du terminal à conteneurs (RTC) doit être validée au plus tard le 16 décembre 2023.

Régis du terminal à conteneurs du Port Autonome de Douala.

Quant à la Régie du remorquage (RDR), l'apport d'actif est évalué à 3,6 milliards de FCFA et le passif pris en charge à 1,8 milliard de FCFA. En effet, il en ressort que l'actif net qui sera apporté par la société apporteuse à savoir le Port Autonome de Douala (PAD) à la société bénéficiaire qu'est la Régie du remorquage (RDR) est estimé à un 1,7 milliard de FCFA au 31 décembre 2022. Afin de rémunérer cet apport, la RDR doit procéder à la création de 176 764 nouvelles actions d'une valeur de 10 000 FCFA chacune. Celles-ci vont être directement attribuées à la société. Ce faisant, la Régie du remorquage pourra procéder à une hausse de son capital social d'un montant de 1,76 milliard de FCFA pour le porter de 10 millions de FCFA à 1,77 milliard de FCFA. Tout comme la RTC, l'approbation de cet apport partiel est attendue par les Conseils d'administration des deux structures au plus tard le 16 décembre prochain.

Il est important de renseigner que ces projets d'apports d'actifs au bénéfice des filiales du Port Autonome de Douala (PAD) sont des signaux révélateurs de ce que cette société entend investir davantage et marquer son ancrage en matière de régie. Ceci va contribuer à augmenter leur voilure et leur valeur. En outre, ces projets sont aussi la parfaite illustration de ce que le PAD entend pérenniser ces régies qui par le passé étaient managées par des opérateurs étrangers.

Raphael Mforlem

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Dans la perspective d'atteindre son objectif stratégique « Faim Zéro » d'ici 2030, la FAO a réuni tous les acteurs des questions de sécurité alimentaire du 14 au 16 novembre 2023 à Yaoundé.

Vers l'évaluation des systèmes alimentaires en Afrique Centrale

Mettre à profit les différentes expertises techniques pour l'analyse de l'état actuel des systèmes agro-alimentaires tout en suggérant des solutions inclusives, résilientes et durables en fonction du contexte et des réalités des pays de la sous-région, c'est entre autres objectifs de la rencontre qu'a organisé le Fonds alimentaire Mondial (FAO) et dont ont pris part, les acteurs des questions de sécurité alimentaires les 14, 15 et 16 novembre dernier.

Riche en ressources, l'Afrique Centrale fait face à divers facteurs néfastes, dont la pauvreté, marginalisation sociale, changements climatiques, faible engagement politique, insuffisances de la gouvernance… Une situation paradoxale qui a motivé les participants de la 16e Réunion de l'équipe multidisciplinaire du Bureau Sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale à l'effet de discuter des défis majeurs pour le développement durable des systèmes alimentaires auxquels font face les populations vulnérables.

Avec environ 57 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire selon le rapport SOFI 2022, la sous-région Afrique Centrale est appelée à comprendre la situation des systèmes alimentaires et la résilience des populations vulnérables, à mettre en œuvre la stratégie de réponses appropriées ; à transcender des stratégies pour mobiliser des ressources et financements adéquats en faveur des systèmes alimentaires et de la résilience, avec un focus sur le secteur privé.

Rencontre entre la FAO et les acteurs des questions de sécurité alimentaire.

Au regard d'autant d'éléments indispensables, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairobe tout comme Dr Athman Mravili, Coordonnateur Sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale ont indiqué que le Cameroun détient un statut particulier. En effet, « Le Cameroun est un moteur pour l'Afrique Centrale en terme de production alimentaire, de désenclavement, de logistique portuaire et de facilité d'accès à la mer ; ce qui n'est pas le cas pour la plupart des pays de la sous-région », renchéri Dr Athman Mravili

Globalement, la thématique de la 16e réunion biannuelle de l'équipe multidisciplinaire de la FAO intitulée « Amélioration des systèmes alimentaires et renforcement de la résilience des populations vulnérables dans l'espace Ceeac » viendra poser les jalons de la nouvelle orientation en matière de sécurité alimentaire des populations vulnérables.

Martial Obiona

ÉLECTRIFICATION RURALE PAS SYSTÈME SOLAIRE

Le projet d'électrification par systèmes solaires photovoltaïques conçu et développé par cette entreprise chinoise, a connu le lancement officiel de sa 3e phase, le 17 novembre 2023, par Gaston Eloundou Essomba, Ministre de l'Eau et de l'Énergie, à Bintoumba, région du Sud.

L'expertise de Huawei Technologies mise en exergue

C'est une immense foule constituée de l'élite locale, régionale qui a pris part au lancement officiel de la troisième phase du projet d'électrification rurale par systèmes solaires photovoltaïques. Au regard de l'importance de l'événement, Gaston Eloundou Essomba, Ministre de l'Eau et de l'Énergie, représentant du Premier ministre Joseph Dion Nguté a fait le déplacement de Bindoumba dans le Sud, pour procéder au lancement de ce système, qui vient révolutionner l'offre en énergie électrique, dans cette contrée. Une localité, qui vit les havres des coupures récurant d'électricité. Selon les statistiques rendues publiques en 2023, le taux d'accès à l'électricité au Cameroun, se situe autour de 70 %, avec des divergences en milieu rural de l'ordre 40 % et en milieu urbain de 91 %.

C'est pour répondre à cette problématique que le gouvernement de concert avec son partenaire chinois Huawei Technologies, a conçu et développé un projet d'électrification de 1 000 localités par systèmes solaires photovoltaïques. Comme le renseigne Gaston Eloundou Essomba, « aucun développement, n'est possible sans une énergie suffisante et de bonne qualité ».

Ainsi, les phases 01 et 02 du projet ont déjà été réalisées. Elles ont connu la construction de 350 centrales et permis d'électrifier 27 400 ménages. Pour cette 3e phase dont le coût est estimé à près de 35 milliards FCFA, ce sont 87 localités réparties sur l'ensemble du territoire qui sont concernées. « Les travaux devront s'exécuter dans un délai de 24 mois. Elles consistent en la construction des mini-centrales solaires photovoltaïques avec des batteries de stockage en lithium d'une autonomie de fonctionnement de 24H,24, mais aussi, la construction des réseaux de distribution, la fourniture du système de comptage », fait observer le Minee.

Dotées d'une capacité de production de 21 à près de 184 kilowatts-crêtes, ces mini-centrales vont permettre de brancher 10 000 ménages, concrétisation d'une promesse du chef de l'Etat qui lors de son adresse à la nation le 31 décembre déclarait : « Doter notre pays d'infrastructures d'énergie… Aux barrages hydroélectriques, s'ajouteront aussi des centrales solaires destinées à l'électrification des zones rurales ».

Dans son message aux populations de Bindoumba, Gaston Eloundou Essomba a souligné l'opportunité qui est la leur de bénéficier d'un tel projet. « L'énergie dont vous êtes des bénéficières aujourd'hui vous sera utile pour l'exercice harmonieux des activités dans les établissements socio-éducatifs tels que les centres de santé, les lycées et collèges, ainsi que dans les édifices publics et les sociétés privées. Elle va également permettre la création de nombreuses activités génératrices de revenus ».

Gaston Eloundou Essomba, Ministre de l'eau et de l'énergie, lors du lancement de la phase 3 du projet d'électrification rural par système solaire photovoltaïque.

À la suite du ministre, Emmanuel Djoum Ayeng, le 1er adjoint au maire de Bindoumba, a lui aussi souligné le fait que : « Cette énergie va répondre aux besoins croissants en énergie électrique et réduire notre dépendance aux sources traditionnelles et polluantes. C'est un atout pour l'entrepreneuriat ».

Raphael Mforlem

siveb
2ème Edition
SALON INTERNATIONAL DE LA CHAINE DE VALEUR
ESTHÉTIQUE ET BIEN-ÊTRE
du
31 JAN
02 FÉV
2024
Au Musée National
Yaoundé.
Infolines:
(+237) 650 16 69 10.
Siveb-cmr.com